



**Monsieur Emmanuel MACRON**

*Président de la République* – Palais de l'Élysée

55 rue du Faubourg Saint Honoré 75008 PARIS

Paris, le 6 avril 2021

Monsieur le Président de la République,

L'Agriculture française est en danger et celle des zones intermédiaires dans la région Centre Val-de-Loire est en péril.

**Parce qu'à Bruxelles**, l'agriculture, qui fut le moteur de l'Union européenne (UE), n'est plus qu'une variable d'ajustement ;

**Parce qu'en France, depuis plus de 10 ans**, nous ne faisons plus preuve de volontarisme politique pour faire de notre agriculture une puissance économique (*nous avons perdu notre 1<sup>ère</sup> place en Europe et plusieurs places dans le monde*).

**Parce qu'en France et dans notre Région Centre Val-de-Loire**, des écologistes dogmatiques veulent mettre nos territoires ruraux sous cloche en ne vantant qu'un seul modèle agricole, le « **LEUR** » et en revenant sur notre art de vivre à la Française.

Alors même que nos agriculteurs ont fait des efforts considérables - *rarement reconnus* - sur le plan environnemental, on leur impose de plus en plus de contraintes administratives et environnementales, lesquelles se traduisent par des charges supplémentaires, et ce pour un revenu qui ne cesse de s'amoindrir.

Vivre dans un département rural, c'est être *de facto* écologiste, car nous voulons vivre dans un environnement préservé. Nul ne peut se prévaloir d'un monopole de l'écologie. En effet, cet enjeu crucial n'est pas l'affaire d'un parti, elle est l'affaire de tous les citoyens.

**Nous voulons** continuer de voir le « Tour de France » passer sur nos routes de campagnes, parce que ce sont nos agriculteurs qui entretiennent nos paysages si agréables à contempler ;

**Nous voulons** continuer de passer Noël avec nos enfants, petits-enfants, autour de la crèche, d'un vrai sapin de Noël et d'une dinde issue de nos élevages français ;

**Nous voulons** que nos futures générations puissent continuer à vivre leurs rêves d'enfant, devenir agriculteur, conduire un tracteur, même piloter un avion !

**Nous voulons** continuer de pouvoir déguster une bonne entrecôte de bœuf de notre viande française ;

En sommes, nous souhaitons qu'en votre qualité de chef de l'État, vous agissiez pour garantir nos traditions rurales et notre art de vivre à la Française !

Atteindre cet objectif, c'est avant tout dire « **stop à cette écologie punitive** » de plus en plus criante, imposée par une minorité dont les idées nous mèneront à la décroissance et à une situation où nous devrons massivement importer pour nourrir notre pays et l'Europe ; et tout cela au détriment de notre souveraineté alimentaire...

Contrairement aux pensées réductrices de certains, les agriculteurs sont bien conscients du changement climatique, conscients qu'il faille préserver la biodiversité ; mais cette prise de conscience ne peut se faire à n'importe quel prix !

Avant tout, il faut leur assurer un élément ô combien essentiel : **qu'ils puissent vivre dignement de leur travail et être récompensés au juste prix.**

L'Écologie et la PAC doivent être incitatives et « gagnante-gagnante » pour tous et non punitives. Cela passe par la mise en place de mesures concrètes et de simplification :

- En favorisant les circuits courts (*légumes, volailles, Viande*) ;
- En interdisant les importations de produits alimentaires qui ne correspondent pas aux critères et règles sanitaires européennes.

Pour la nouvelle PAC 2023, nous demandons que le soutien à l'agriculture ne soit plus considéré comme une aide, mais « une compensation due », au regard des obligations qui lui sont imposées.

La technostructure continue de « frapper » le monde agricole, avec une nouvelle notion « *l'ÉCO SCHEME* ». Ainsi, les grandes cultures et l'élevage laitier, qui ont été les victimes des réajustements de la dernière PAC, risquent d'être de nouveau pénalisés par l'arrivée d'un système qui semble emprunter le chemin, de la frénésie normative.

**En conséquence, nous vous demandons :**

- Que les zones intermédiaires (*dont les rendements sont limités*) soient reconnues et bénéficient d'un dispositif de soutien supplémentaire car à ce jour le niveau de soutien en Région Centre Val-de-Loire est le plus bas de France ;
- Que les zones défavorisées simples (ZDS), qui n'ont pas été retenues - *notamment dans le Pays Fort* - et qui subiront une « *Triple peine* » avec la perte des ZRR, soient prises en compte dans la PAC 2023 ;
- Que toutes les filières et les systèmes de production : Raisonnées, HVE, conservation des sols, Bio, soient considérées autant les unes que les autres sans les opposer (*Car elles concernent des marchés différents*) ;
- De lancer un véritable développement de la ressource en eau en phase avec le dérèglement climatique par un soutien massif aux réserves d'eau afin de maintenir un maximum d'agriculteurs et afin de diversifier les cultures (*dont le Bio, où l'irrigation est souvent indispensable*).

N'abandonnez pas les paysans Français, car il en va de l'avenir de nos territoires ruraux de la Région Centre Val-de-Loire et *in extenso* de notre souveraineté alimentaire.

Veuillez agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de notre très haute considération.

**Rémy POINTEREAU**  
Sénateur du Cher

**Liste des cosignataires (par département)**

**Cher**

**Sénateurs**

Mme Marie-Pierre RICHER

**Président du Conseil départemental**

M. Michel AUTISSIER

**Indre**

**Sénateurs**

Mme. Nadine BELLUROT  
Mme Frédérique GERBAUD

**Député(e)s**

M. Nicolas FORISSIER

**Président du Conseil départemental**

Serge DESCOUT

**Eure-et-Loir****Sénateurs**

Mme Chantal DESEYNE  
M. Albéric de MONTGOLFIER  
M. Daniel GUERET

**Député(e)s :**

M. Philippe VIGIER  
M. Luc LAMIRAULT  
M. Olivier MARLEIX

**Président du Conseil départemental**

M. Claude TÉROUINARD

**Indre-et-Loire****Sénateurs**

M. Serge BABARY  
M. Pierre LOUAULT  
Mme. Isabelle RAIMOND-PAVERO

**Président du Conseil départemental**

M. Jean-Gérard PAUMIER

**Loir-et-Cher****Sénateurs**

M. Jean-Marie JANSSENS

**Député(e)s**

M. Pascal BRINDEAU  
M. Guillaume PELTIER

**Président du Conseil départemental**

Nicolas PERRUCHOT

**Loiret****Sénateurs**

Jean-Noël CARDOUX  
Hugues SAURY

**Député(e)s**

M. Claude de GANAY  
M. Jean-Pierre DOOR  
Mme Marianne DUBOIS

**Président du Conseil départemental**

Marc GAUDET

